

# DES MOBILISATIONS QUI RECHAUFFENT LE CLIMAT SOCIAL CONTRE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT ET DU PATRONAT !

BULLETIN NPA PSA POISSY

12 MARS 2015

**A La Poste, dans les hôpitaux, ou à Sanofi, comme dans bien d'autres entreprises, des salariéEs refusent de subir sans réagir les coups portés par leurs directions. Des grèves contre des projets de réorganisation, pour l'augmentation des salaires, l'arrêt de la dégradation des conditions de travail, se multiplient en ce moment dans le pays.**

## Une première victoire à La Poste

En Basse-Normandie, la direction de La Poste espérait que son projet de réorganisation passe comme... une lettre à la poste. Elle en a été pour ses frais. Il était question de remplacer une pause payée de 20 minutes par une pause obligatoire... non payée d'au moins trois quarts d'heure, sur le temps de midi. Par ce moyen, la direction escomptait pouvoir supprimer encore de nombreux emplois. Eh bien, ça n'a pas marché. Massivement, jusqu'à 100% dans certains bureaux, les facteurs-trices de Basse-Normandie ont dit : non, stop, ça suffit ! Le 24 février, à Caen, leur manifestation a réuni près de 600 personnes, du jamais vu. Ce qui a fait la force de cette grève, c'est qu'elle a touché simultanément 3 départements : Manche, Calvados et Orne. C'est cela qui a permis de créer le rapport de force pour que La Poste recule rapidement, après seulement 2 jours de grève !

## Débrayages et grèves pour les salaires

Dans tout le pays, depuis le début de l'année, les débrayages et les grèves se multiplient : chez Vinci, Thalès, Véolia, Michelin, Hutchinson, Carrefour, Bigard, Castorama, Air Liquide, Dassault, Brink's, Petit bateau, Lindt, L'Oréal, Valéo, Fleury Michon, Aéroports de Paris, Legrand, Henkel, Intermarché ou encore les transports routiers et bien d'autres. Le plus emblématique de ces mouvements est peut être celui de Sanofi, dont plusieurs centres sont touchés, comme Ambarès ou Sisteron, où se mène une grève depuis plus de 2 semaines. A l'heure où le nouveau PDG se voit attribuer 4 millions d'euros de cadeau de bienvenue avant même d'être arrivé (plus de 228 années de SMIC brut), où des milliers d'emplois ont été détruits ces dernières années, les

salariéEs revendiquent des augmentations de salaire. Car de l'argent, il y en a. La somme versée aux actionnaires représente 3 fois la totalité des salaires de l'ensemble des salariéEs Sanofi France !

## Dans les hôpitaux, ça déborde

Plusieurs services d'urgence se sont mis en grève pour dénoncer le sous-effectif chronique dont ils souffrent, alors que la situation devient chaque jour plus catastrophique. Au Mans, à Cahors notamment, une partie du personnel des hôpitaux ont entrepris des mouvements de protestation, grèves, manifestations, pour dénoncer le manque de personnel, qui se traduit par des conditions de travail très dégradées, qui affectent bien sûr les patients.

## Plus que jamais, la convergence des luttes s'impose

Les salariéEs sont attaqués, les actionnaires gavés : ça ne peut plus durer ! Il est indispensable d'élargir la protestation au niveau national. Car les attaques des services publics ont les mêmes causes que dans les entreprises du privé.

Le 9 avril prochain, les syndicats CGT, FO, Solidaires et FSU appellent à une journée de grève interprofessionnelle, certes bien tardive, contre l'austérité et pour le retrait de la loi Macron. A nous d'en faire un relais national pour contrer les offensives patronales et gouvernementales. En relayant les luttes existantes, elle peut permettre d'exprimer, massivement, nationalement le ras le bol accumulé et être un encouragement à mettre en place une convergence des luttes pour préparer un mouvement d'ensemble. L'utilisation de l'article 49.3 par le gouvernement pour faire passer en force sa loi Macron – qui démantèle le droit du travail – est la preuve que ce gouvernement n'est pas si fort et qu'on peut le faire reculer !



## LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



## **LES RESULTATS FINANCIERS DE PEUGEOT EXPLOSENT ! ET NOUS ON CONTINUERAIT A SE SERRER LA CEINTURE ?**

Près du milliard de bénéfice pour PSA en 2014, 309 millions pour la Banque PSA, 186 millions pour Faurécia (en hausse de 86% par rapport à 2013) . . . Et comme la famille Peugeot a des titres dans des sociétés performantes comme l'équipementier aéronautique Zodiac, le fabricant d'électroménager SEB, les résidences du troisième âge Orpéa, la société de nettoyage ONET, les autoroutes Sanef, les horodateurs Saba, le loueur de matériel Kiloutou ou l'institut de sondage Ipsos et encore bien d'autres, la fortune de Robert Peugeot et de la famille a augmenté de 52,91% de 2013 à 2014 selon le magazine Challenges, en passant de 1,3 milliards à 2 milliards.

Et avec tout ça, pour l'instant, ils ne promettent aux salariéEs de PSA que 1094 euros – en deux fois - pour l'année ! C'est moins que ce qu'on a perdu en blocage des salaires, suppressions des primes ACCAC et d'évolution, samedis gratuits ; c'est moins que ce qu'ils nous ont volé. Et on est loin de l'augmentation des 52,91% de la fortune des Peugeot et des 86% des membres du directoire. Pour un salaire moyen de 1500 euros, ces augmentations feraient de 800 à 1300 euros de plus par mois. On est loin du compte !

### **PEUGEOT SE PAYE NOTRE TETE.**

Ils nous ont dit qu'il y avait la crise. Et ils ont justifié comme ça la fermeture d'Aulnay, les 11 200 suppressions de postes d'ici 2016 et peut-être 3 450 supplémentaires en 2015, le blocage des salaires depuis 2013, la suppression de primes, la flexibilité à outrance, les samedis gratuits de plus en plus nombreux, les over-time, les jours chômés qui nous font perdre de l'argent, en particulier aux intérimaires, les congés payés fractionnés. . . Ras le bol ! Maintenant ça suffit. Pour quelques € de profit de plus, ils sont prêts à tout. Leur seule limite, c'est notre résistance, et cela passera forcément par la grève.

### **LE 8 MARS ET TOUS LES JOURS, POUR LES DROITS DES FEMMES, IL Y A URGENCE A SE MOBILISER !**

La loi Macron prévoit l'extension du travail du dimanche sans obligation de majoration des heures, veut faire commencer le « travail de nuit » à des heures plus tardives, et favoriser des contrats précaires pour les salariéEs. Premières visées par ces mesures, les femmes sont toujours moins payées que les hommes et occupent la majorité des temps partiels imposés. L'austérité dans les services publics bloque la création de crèches et de nombreuses femmes sont contraintes à arrêter de travailler faute de place. Le droit à l'avortement est aujourd'hui remis en cause par les fermetures de centre IVG.

Les violences faites aux femmes à la maison ou dans la rue sont entretenues par le climat sexiste et réactionnaire qui alimente la montée de l'extrême-droite.

Patrons et puissants profitent de ces discriminations que malgré leurs discours hypocrites, ils organisent. L'égalité entre femmes et hommes est toujours à conquérir.

### **TREMERY, VIGO, TRNAVA : NON À LA CONCURRENCE ENTRE LES TRAVAILLEURS !**

PSA annoncera en mars le site sur lequel la prochaine ligne de production du moteur essence EB sera installée. Tavares met en concurrence les sites de Vigo, Trnava et Tremery pour obtenir les meilleures conditions financières, c'est-à-dire le maximum de subventions publiques. Les élus locaux plongent, allant jusqu'à encourager publiquement les salariéEs de Trémery à aller manifester sous les fenêtres de la préfecture, pour réclamer ces subventions issues de nos impôts.

La Communauté de Communes va racheter 22 ha de terrain du site contre 6,6 millions d'euros, bien plus que les prix du marché. C'est un cadeau au patronat sans aucune contrepartie. Pourtant, les collectivités territoriales manquent d'argent et multiplient les économies conduisant à la casse des services publics. Nous devons éviter le piège de la division et renforcer la solidarité internationale !

### **AUGMENTATIONS DE SALAIRE À RENAULT TANGER**

Du 9 au 13 février, les ouvrierEs de l'usine Renault Nissan de Tanger, au Maroc, ont débrayé et organisé plusieurs sit-in devant les locaux de la direction pour faire entendre leurs revendications. Ils-elles réclamaient des augmentations de salaire ainsi que le paiement des temps de pause et de diverses primes. Le 14 février, la direction et le syndicat UMT de l'usine ont signé un protocole d'accord annuel qui prévoit une revalorisation des salaires de l'ensemble des salariéEs, toutes catégories confondues. Il prévoit aussi d'apporter des aides directes au personnel.

Pourtant, dès son ouverture, Renault avait utilisé le très bas niveau des salaires à Tanger (240 € par mois) pour briser les grèves salariales en Roumanie (450 € par mois), en menaçant, comme il le fait en France, de « délocaliser » des fabrications. Mais cette grève à l'usine de Tanger prouve que dans ces deux pays, les revendications pour des augmentations de salaires obtiennent des résultats. Elle est la meilleure riposte à la mise en concurrence mondialisée des travailleuses.

### **EN ALLEMAGNE, 3,4% D'AUGMENTATION**

Une augmentation des salaires de 3,4% et une prime de 150 euros : voilà ce qui a été obtenu en Allemagne pour la métallurgie, à commencer dans les usines automobiles de Mercedes, Audi et Porsche. Au départ, IG Metall revendiquait une augmentation de 5,5% pour les 3,7 millions de travailleuses de la branche. C'est finalement 3,4 % et une prime de 150 euros pour tous. Il a fallu lutter, non pas boîte par boîte mais au plan de toute la métallurgie. Jusqu'à 850 000 salariéEs ont participé depuis janvier à des grèves et la perspective de grève illimitée était avancée. En France, c'est tout le contraire. Ils continuent à nous imposer un gel des salaires, les consignes du MEDEF et du gouvernement. Et toutes les actions et grèves menées lors des négociations annuelles pour les salaires montrent bien que cela ne peut plus durer ! Les patrons accumulent profits, dividendes et primes en millions d'euros. Alors qu'ils ont les moyens de payer, donnons-nous les moyens de gagner !

### **ATTENTION, MACRON PEUT EN CACHER UN AUTRE !**

Après la loi Macron, le gouvernement veut faire passer au printemps une loi complémentaire encore pire. Il veut fusionner les différentes instances de représentation des syndicats, CE, DP, CHSCT en une seule, ce qui aboutirait à réduire de manière importante le nombre de délégués des syndicats, le nombre d'heures qu'ils ont pour fonctionner, liquider les droits de protection de la santé des travailleuses par les CHSCT et supprimer carrément toute représentation syndicale dans les entreprises de moins de 50 salariéEs. Et il paraît que le gouvernement est de Gauche ...

**Si nos idées t'intéressent, n'hésite pas à nous contacter : npa.poissy@gmail.com  
Ou joindre les diffuseurs : Tél.16 80 73 86 77**